

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr

La réaction des familles endeuillées me paraît porter plus de sens que ce qu'en a dit la presse. Sur le fond, c'est la première fois que des Algériens disent à Ould Abbès, le ministre chargé de bâillonner les parents des victimes : «Votre argent et vos dons ne nous feront pas taire ! La mémoire de nos enfants, nos maris, nos frères et sœurs vaut infiniment plus que votre proposition honteuse : notre silence sur les vérités proches et lointaines contre des compensations financières.». Mieux, ils ont saisi au quart de tour l'autre aspect inavouable de la manigance : les amener à rejoindre cette «indignation» orchestrée contre Al Jazeera quand des chefs terroristes passent à la télévision algérienne à différentes occasions de soutien à des initiatives du pouvoir ou font des déclarations gravissimes, avant-hier, sur la presse algérienne para-publique en réaffirmant qu'entre eux et le pouvoir existe un accord secret pour la réhabilitation du FIS lors du troisième mandat et que les attentats du 11 décembre ne peuvent, logiquement, être l'œuvre d'Al Qaïda, mais celle de clans au sein du pouvoir pour empêcher un troisième mandat. Et ce n'est pas la réaction timide et absconse de Ouyahia appelant les Algériens à ne pas tomber dans la «confusion» dans les analyses qui corrigera la bêvue car, bien sûr, il tentait de réagir au retour du «qui-tue-qui ?» relancé conjointement par ce chef terroriste et par le bouffon Addi Laouhari, secondé par Gèze et consorts.

Nous pouvons supposer, au vu des qualifications universitaires des victimes, que leurs parents (notamment, les veuves) possèdent suffisamment de culture et d'instruction, en tout cas d'une grille de lecture plus élaborée que la moyenne des Algériens qui leur permettent de voir plus clair et plus vite dans les manigances du pouvoir. Cela ne me semble pas rendre compte de toute la signification de ce geste de dignité des familles. Je crois, plutôt, y percevoir les signes avant-coureurs d'une démarcation de la société par rapport au pouvoir sur la réalité de l'anti-terrorisme de la première et du second. Mais tout autour de vous, demandez aux gens, aux simples gens comme aux mordsus de la politique s'ils pensent que leur opposition au terrorisme repose sur les mêmes bases que celles du pouvoir et désigne le même ennemi. Même chez les personnes qui ont pris une part active politique, idéologique ou militaire contre le terrorisme. C'est à la fois un signe d'autonomie de larges pans de la société vis-à-vis du pouvoir et le signe de la recherche d'une résistance plus appropriée à cette agression généralisée contre notre société et notre peuple. Mais peut-être pensez-vous autrement ?

M. B.

LE MARIAGE DE KHALIFA

Abdelmoumène Rafik Khalifa devrait convoler en justes noces dans les prochains jours à Londres. En effet, le golden boy algérien s'apprête à se marier avec une citoyenne de nationalité anglaise.

L'heureuse élue, que Abdelmoumène Khalifa connaît depuis quelques années, lui a été d'un grand secours moral dans les moments plus que difficiles qu'il a vécus dernièrement.



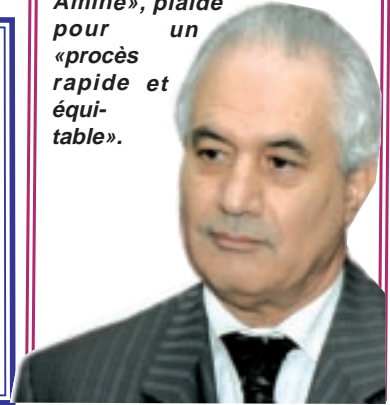
Bizarreries chez Harraoubia

Le ministre de l'Enseignement supérieur vient de procéder à un changement à la tête de l'Office des œuvres universitaires (Onou). Information somme toute anodine si ce n'est le parcours de l'«heureux» élu de Rachid Harraoubia. Il s'agit, ni plus ni moins, d'un membre influent du MSP, membre fondateur de l'Ugel, l'organisation estudiantine islamiste, qui vient de se distinguer par de nombreuses grèves. M. Loucif, le nouveau patron de l'Onou, a eu également à diriger le cabinet de Aboudjerra Soltani aux ministères de la Pêche et de la PME.

Procès équitable

Le procès en appel de l'ex-secrétaire général de la cour d'Alger, condamné en première instance à six mois de prison ferme, est attendu en janvier prochain, soutiennent des sources.

Mais en attendant le procès en question, la famille Benhalla, «qui vient de passer les fêtes de l'Aïd sans Amine», plaide pour un «procès rapide et équitable».



Brutale annulation

La Radio nationale, Chaîne III, a brutalement annulé dimanche une émission prévue en direct et en présence de plusieurs journalistes de la presse nationale alors même que ces derniers étaient déjà en studio. Les invités de la radio étaient censés s'exprimer sur le dossier de la chaîne satellitaire Al Jazeera. Motif de l'annulation : un coup de fil «venu d'en-haut» indiquant qu'Al Jazeera avait présenté ses excuses et que donc l'émission n'avait plus lieu d'être.

le HIC

lehic.dz@hotmail.com

